

heureusement, nous n'arrivons pas à le persuader de suspendre le programme DISC et certaines entreprises en profitent. Mais nous ne sommes pas encore certains des effets qu'aura ce programme sur l'économie canadienne et nous aurions avantage à nous en assurer avant de nous lancer dans une affaire comme celle-là.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, j'espère que le gouvernement apprendra bientôt à distinguer entre la négligence et la prudence.

**Des voix:** Bravo!

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** C'est aussi bien que certains dictons du premier ministre.

**L'hon. M. Stanfield:** Le premier ministre suppléant dirait-il si on a pressenti le gouvernement américain ou si on est en train de le pressentir à propos des différends qui opposent nos deux pays? Les deux parties ne font-elles que continuer à réviser leurs positions dans l'abstrait, ou le gouvernement essaie-t-il de rouvrir la discussion sérieusement, maintenant que nous sommes aux prises avec cette catastrophe?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, la situation demeure celle qu'a exposée le premier ministre: des deux côtés, nous révisons nos positions. Nous n'avons pas repris les négociations. Je crois fermement que nous avons grand intérêt à protéger notre position et que nous ne devons pas présupposer, comme le fait le chef de l'opposition lorsqu'il dit n'importe quoi, d'une part, que nous sommes en face d'une catastrophe, ou, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de nous inquiéter de quoi que ce soit. Nous, du gouvernement, essayons d'être raisonnablement prudents et nous ne nous laisserons pas pousser comme semble le vouloir l'honorable représentant, à entreprendre une guerre économique avec les États-Unis.

**M. Muir:** Mais où est ce déblocage d'envergure?

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE ET LE GATT—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre suppléant. Étant donné la déclaration que fit le président Nixon lors de son adresse à la Chambre où il préconisait «un mode d'interaction économique qui profite à nos deux pays», le gouvernement considère-t-il la récente révélation, selon laquelle de nombreuses sociétés américaines qui ont des filiales au Canada vont à l'encontre de l'accord sur l'automobile et du GATT en se prévalant des privilèges du programme DISC, comme un exemple de ce qu'affirmait le président ou l'initiative lui paraît-elle un abus de confiance?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, nous avons affirmé et nous continuons d'affirmer que les offres du DISC sont contraaires aux engagements internationaux des États-Unis contractés non seulement envers le Canada, mais aussi envers le monde en général.

**M. Broadbent:** Merci pour cette réponse bien claire et positive. Étant donné que la législation du programme DISC viole le préambule et l'article I, paragraphe (b) de l'accord canado-américain sur la production automobile et que ce programme entraînera un déplacement de la production du Canada vers les États-Unis, le gouvernement pense-t-il que les États-Unis pourront réaliser au moyen de ce programme les changements qu'ils désiraient apporter sans devoir modifier le moins possible les termes mêmes de l'Accord canado-américain de l'automobile?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je doute sérieusement de la forme de la question. Le député demande bien au ministre d'exprimer une opinion au nom du gouvernement. Le député d'Oshawa-Whitby pourrait peut-être poser sa question d'une autre manière, sinon je passerai la parole au député de Prince Edward-Hastings.

**M. Broadbent:** Je reformule ma question, monsieur l'Orateur. Étant donné que les fabricants d'automobiles faisant partie du DISC contreviennent aux termes du pacte de l'automobile en faisant du commerce sur cette base, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures autres que l'expédition de notes officielles de protestation aux États-Unis, ce qui, d'après le premier ministre suppléant, a déjà été fait en vain? A-t-il l'intention de prendre d'autres initiatives pour faire cesser ce jeu qui sape les fondements du pacte de l'automobile?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je puis donner au député l'assurance que s'il devient nécessaire de prendre des mesures pour contrebalancer les effets du DISC nous le ferons, mais l'honorable représentant m'accordera sûrement que si les prévisions fondées sur les résultats très satisfaisants de l'accord de l'automobile jusqu'ici se réalisent, nous continuons d'en bénéficier considérablement et de voir augmenter nos exportations aux États-Unis, alors il ne serait pas sage de prendre des mesures dans ce sens.

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LES EFFETS NUISIBLES SUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire pour le premier ministre suppléant. Quand le gouvernement s'attend-il que l'application du programme DISC qu'on fait actuellement dans l'industrie américaine de l'automobile commencera à faire sentir ses effets nuisibles sur l'emploi dans l'industrie de l'automobile au Canada?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, la réponse à cette question est, jamais.

[Plus tard]

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, la question supplémentaire que j'ai à poser au premier ministre suppléant résulte de sa réponse à ma première question. Le gouvernement croit-il que le recours au programme américain DISC par les compagnies américaines d'automobiles ne réduira en rien le nombre des emplois dans cette industrie au Canada à l'avantage des États-Unis?